

mémentos

APPRENDRE UTILE

2021

François Chauvel

Finances publiques

24^e

Cours intégral
et synthétique

François Chauvel

est ancien directeur de l'IPAG de l'université d'Auvergne ; chercheur au Centre d'études fiscales et financières d'Aix-Marseille Université, il enseigne à l'EOGN et à l'ENM.

Suivez-nous sur



www.gualino.fr

Contactez-nous gualino@lextenso.fr



© 2021, Gualino, Lextenso
1, Parvis de La Défense
92044 Paris La Défense Cedex
978-2-297-13217-6
ISSN 2680-073X

mémentos

APPRENDRE

UTILE

2021

François Chauvel

Finances publiques

24^e

Cours intégral
et synthétique

mémentos

APPRENDRE

UTILE

- C'est un cours complet et synthétique avec des aides pédagogiques différenciées.
- Il correspond à un enseignement dispensé en Licence et Master.
- Il est entièrement rédigé de manière structurée, claire et accessible.
- Il est à jour de l'actualité la plus récente.

Chez le même éditeur

- Amphi LMD
- Mémentos
- Exos LMD
- Méthodo LMD
- Carrés Rouge
- Annales corrigées et commentées
- Master
- En Poche
- Droit Expert
- Droit en poche
- Petit Lexique
- Hors collection

Présentation

*Cet ouvrage a pour vocation de présenter de façon à la fois synthétique, structurée et illustrée, les diverses composantes (juridique, financière, comptable...) du **budget de l'État**, qu'il s'agisse des règles qui président à son **élaboration**, à son **vote** et à son **exécution**, des procédures qui régissent le **contrôle** de son exécution ou de l'agencement de ses **recettes et dépenses**, tout cela en conformité avec la loi organique du 1^{er} août 2001 (LOLF).*

*Par nature, les finances publiques appellent des exemples chiffrés et l'ouvrage intègre à cet égard les **données les plus actualisées (chiffres de 2021)** qui permettent d'illustrer la contexture du budget de l'État, notamment, mais aussi de comprendre les enjeux de la politique budgétaire.*

*Compte tenu de ses incidences directes ou indirectes sur le budget de l'État, l'ouvrage présente également les grands objectifs de la **loi de financement de la Sécurité sociale pour 2021**.*

*Ainsi composé, ce Mémentos correspond au cours de finances publiques dispensé aux étudiants de **deuxième année de licence de Droit** et de ce fait s'adresse prioritairement à eux, mais aussi aux **candidats aux différents concours administratifs** pour lesquels les finances publiques, et notamment le droit budgétaire, sont inscrites dans les programmes en matière obligatoire ou optionnelle, à l'écrit ou à l'oral. Il est également susceptible d'intéresser les étudiants de certaines filières (sciences économiques, AES, IUT...) qui, dans leur cursus, ont à étudier et à connaître les **grands principes des finances publiques**.*

Plan de cours

P résentation	5
I ntroduction	21
1 Le consentement à l'impôt	21
2 Les normes d'encadrement du budget	22
1) La Constitution du 4 octobre 1958	22
2) La loi organique du 1 ^{er} août 2001 relative aux lois de finances	22
3) La jurisprudence constitutionnelle	23
4) Le décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique	24
5) Des textes internes ou communautaires	24
3 Budget et loi de finances	24

PARTIE 1

Le cadre juridique du budget

C hapitre 1 L'annualité budgétaire	29
1 La définition du principe d'annualité	29
A - La signification juridique du principe	29
B - Les justifications du principe	30
2 Les exceptions au principe d'annualité	30
A - Les dérogations au vote annuel	30

1) Pour une période inférieure à un an	30
a) <i>Une dérogation historique : les douzièmes provisoires</i>	30
b) <i>Une dérogation actuelle : la loi de finances rectificative</i>	30
2) Pour une période supérieure à un an	32
a) <i>Les dérogations passées</i>	32
b) <i>Le dispositif actuel</i>	32
<i>B - Les dérogations à l'exécution annuelle : les crédits de report</i>	33

Chapitre 2 L'universalité budgétaire 35

1 La définition du principe d'universalité	35
A - <i>La règle de non-compensation</i>	35
B - <i>La règle de non-affectation</i>	36
2 Les dérogations au principe d'universalité	36
A - <i>Les affectations dans le budget général</i>	36
1) Les fonds de concours	36
a) <i>Les fonds de concours « par nature »</i>	37
b) <i>Les fonds de concours « par assimilation »</i>	37
c) <i>La procédure de fonds de concours</i>	37
2) Les rétablissements de crédits	37
3) Les affectations exceptionnelles	38
B - <i>Les affectations à côté du budget général</i>	38
1) Les budgets annexes	38
2) Les comptes spéciaux	38

Chapitre 3 L'unité budgétaire 41

1 La définition du principe d'unité	41
2 Les aménagements du principe	42
A - <i>Les budgets annexes</i>	42
1) La définition des budgets annexes	42
2) Le régime juridique des budgets annexes	42
3) Les deux budgets annexes	43
B - <i>Les comptes spéciaux</i>	43
1) Le régime juridique des comptes spéciaux	43
2) Les quatre catégories de comptes spéciaux	44
a) <i>Les comptes à crédits</i>	44
b) <i>Les comptes à découvert</i>	45

Chapitre 4 La spécialité budgétaire 47

1 La définition du principe de spécialité	47
A - <i>La spécialisation des crédits par programme</i>	47
B - <i>Le redéploiement des crédits entre les titres</i>	48
C - <i>La majoration des crédits d'un programme</i>	48
D - <i>Les budgets opérationnels de programme</i>	49

2 Les dérogations au principe de spécialité	50
A - Les dérogations d'ordre politique	50
1) Les fonds spéciaux	50
2) Le budget des assemblées	51
B - Les dérogations d'ordre budgétaire	52
1) Les provisions	52
2) Les virements de crédits	52
3) Les transferts de crédits	52

Chapitre 5 La sincérité budgétaire 55

1 La définition du principe de sincérité	55
A - Un principe évoqué par des décisions du juge constitutionnel	55
B - Un principe consacré par la loi organique	55
1) La sincérité du budget	55
2) La sincérité des comptes	56
2 La portée du principe de sincérité	56

PARTIE 2

La conception du budget

Chapitre 6 L'élaboration du budget 61

1 Les auteurs du budget	61
A - Le ministre des Finances	61
B - Le Premier ministre	63
C - Les ministres	63
D - Le président de la République	63
2 La préparation du budget	64
A - La préparation pluriannuelle	65
1) La programmation pluriannuelle externe	65
2) La programmation pluriannuelle interne	65
B - La préparation du budget annuel	67
1) Le cadrage	67
2) La phase d'examen des perspectives budgétaires	67
a) Les réunions techniques	67
b) Les réunions budgétaires	67
3) La phase de restitution	68
a) L'appréciation des propositions budgétaires	68
b) Les lettres plafonds	68
c) La répartition des crédits par programme	68
4) Les conférences budgétaires	68
5) L'information du Parlement	68
6) La mise au point définitive	69
7) L'adoption en Conseil des ministres	69

3 L'évaluation du budget	70
<i>A - L'évaluation des dépenses</i>	70
1) La suppression des services votés	70
2) Le caractère limitatif des dépenses	71
<i>a) Les dérogations au caractère limitatif</i>	71
<i>b) Les exceptions au caractère limitatif</i>	71
<i>B - L'évaluation des recettes</i>	72
1) La méthode d'évaluation	72
2) Les difficultés d'évaluation	73

Chapitre 7 La présentation du budget **77**

1 La loi de finances	77
<i>A - La première partie de la loi de finances</i>	77
1) Les dispositions relatives aux ressources	78
<i>a) Les dispositions fiscales</i>	78
<i>b) Les ressources affectées</i>	79
2) Les dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges	79
<i>B - La deuxième partie de la loi de finances</i>	79
1) Les autorisations budgétaires pour l'année : crédits et découverts	79
<i>a) Les crédits des missions</i>	79
<i>b) Les autorisations de découverts</i>	80
<i>c) Les dispositions diverses</i>	80
2) Les plafonds des autorisations d'emplois	80
3) Les reports de crédits	80
4) Les dispositions permanentes	80
<i>a) Les mesures fiscales et budgétaires</i>	80
<i>b) Les autres mesures</i>	80
<i>C - Les états législatifs annexés</i>	80
2 Les documents annexes	81
<i>A - Les documents budgétaires obligatoires</i>	81
1) Les documents inséparables du projet de loi	81
<i>a) Le rapport relatif à la situation et aux perspectives économiques</i>	81
<i>b) Les annexes explicatives</i>	82
<i>c) Le « budget vert »</i>	82
<i>d) Les avis du Haut Conseil des finances publiques</i>	83
2) Les documents séparables du projet de loi de finances	83
<i>B - Les documents budgétaires complémentaires : les budgets votés et la nomenclature d'exécution</i>	84

PARTIE 3

Le vote du budget

Chapitre 8 Les délais	89
1 Les délais de présentation	89
<i>A - Le délai normal de dépôt</i>	89
1) La règle du premier mardi d'octobre	89
2) La portée de la règle	90
<i>B - Les procédures d'urgence</i>	91
1) Le projet de loi de finances partiel	91
2) Le projet de loi spécial	91
3) Le projet de loi particulier	92
2 Les délais d'adoption	92
<i>A - Les délais de lecture</i>	93
1) La première lecture	93
<i>a) Par l'Assemblée nationale</i>	93
<i>b) Par le Sénat</i>	93
2) Les autres lectures	94
<i>B - La sanction des délais</i>	95
1) La sanction des délais de lecture	95
2) La sanction du délai global	95
Chapitre 9 L'adoption du budget	97
1 La discussion du budget	97
<i>A - L'examen en commissions</i>	97
1) Les commissions des finances	97
2) Les autres commissions	99
<i>B - La discussion en séance publique</i>	99
1) La discussion générale	99
2) La discussion et l'adoption préalable de la première partie	100
3) L'adoption de la seconde partie	101
2 Les limitations de la compétence financière du Parlement	101
<i>A - Les irrecevabilités financières</i>	102
1) L'irrecevabilité prévue par l'article 40 de la Constitution	102
<i>a) Les dispositions générales de l'article 40</i>	102
<i>b) L'interdiction de diminuer les ressources publiques</i>	102
<i>c) L'interdiction de la création ou de l'aggravation d'une charge publique</i>	103
2) La possibilité offerte par l'article 47 de la loi organique	104
<i>a) Les modifications au sein des missions</i>	104
<i>b) La lettre rectificative</i>	104
<i>c) L'interdiction des cavaliers budgétaires</i>	105

<i>B - Le contrôle des irrecevabilités</i>	106
1) Le contrôle préalable des instances parlementaires	106
2) Le contrôle postérieur du Conseil constitutionnel	107
3 Les conditions de vote du budget	107
<i>A - Les prérogatives procédurales du gouvernement</i>	108
<i>B - Le nombre de votes</i>	109
4 La répartition du budget	109

PARTIE 4

Les ressources et dépenses du budget général

Chapitre 10 Les ressources	113
1 Les recettes brutes du budget général	113
<i>A - Les recettes fiscales</i>	113
1) Les principaux impôts directs	113
<i>a) L'impôt sur le revenu</i>	113
<i>b) L'impôt sur les sociétés</i>	114
2) Les principaux impôts indirects	114
<i>a) La taxe sur la valeur ajoutée</i>	114
<i>b) La taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques</i>	115
3) Les autres contributions	115
<i>a) Les autres impôts directs et taxes assimilées</i>	115
<i>b) Les autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles</i>	116
<i>c) L'enregistrement, le timbre et les autres contributions indirectes</i>	116
<i>B - Les recettes non fiscales</i>	116
1) Les principales ressources non fiscales	116
<i>a) Les dividendes et recettes assimilées</i>	116
<i>b) Les produits de la vente de biens et services</i>	116
<i>c) Les ressources diverses</i>	116
2) Les autres recettes non fiscales	116
<i>a) Les produits du domaine de l'État</i>	116
<i>b) Les remboursements et intérêts des prêts et avances</i>	116
<i>c) Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite</i>	117
2 Les recettes nettes du budget général	117
<i>A - Les prélèvements sur recettes au profit du budget européen</i>	117
1) Les ressources européennes	118
<i>a) Les ressources propres traditionnelles</i>	118
<i>b) Les contributions</i>	118
2) Le financement français	119
<i>a) L'évolution du financement</i>	119
<i>b) La constitutionnalité du mécanisme de prélèvement sur recettes</i>	120

<i>B - Les prélèvements sur recettes au profit des collectivités locales</i>	120
1) La compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	120
2) La compensation de la réduction des valeurs locatives des locaux industriels	121
3) Le fonds de compensation pour la TVA	121
4) La dotation globale de fonctionnement	121
5) La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	122
<i>C - Les remboursements et dégrèvements d'impôts</i>	122
1) Les remboursements et dégrèvements d'impôts d'État	122
2) Les remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	122
<i>D - Le calcul des recettes nettes du budget général</i>	123
1) Tableau récapitulatif des recettes	123
2) La structure des recettes	123

Chapitre 11 Les dépenses 125

1 Les composantes rigides de la dépense	125
<i>A - La charge de la dette</i>	125
1) L'encours de la dette publique	125
a) L'évolution de l'encours	125
b) La structure de la dette	126
2) La charge de la dette	126
<i>B - Les dépenses de personnel</i>	127
1) Le contenu des charges de personnel	127
2) Les facteurs d'évolution des charges de personnel	127
<i>C - Les dépenses de fonctionnement</i>	128
2 Les dépenses civiles et militaires	128
<i>A - Les dépenses par titres budgétaires</i>	128
1) Les dépenses ordinaires	128
2) Les dépenses d'investissement	129
<i>B - Les dépenses par missions</i>	129
1) Les missions civiles	129
2) Les crédits de la mission Défense	130
a) La structure du budget militaire	130
b) La gestion des crédits militaires	130

Chapitre 12 L'emprunt 133

1 Les besoins de financement	133
<i>A - Le déficit des opérations budgétaires</i>	133
1) Le solde général de la loi de finances de l'année	133
2) L'évolution du solde d'exécution en exercice	133
<i>B - Les charges de remboursement de la dette à long et moyen terme</i>	135

2 Les ressources de trésorerie	135
<i>A - La couverture des besoins de financement de l'État</i>	136
1) Le rôle de l'Agence France Trésor	136
2) Les modes de financement	137
<i>a) Les emprunts à long et moyen terme</i>	137
<i>b) Les ressources à court terme</i>	139
<i>B - Le régime juridique de l'emprunt</i>	140
1) L'emprunt, contrat administratif	140
2) La portée et les limites des garanties contractuelles	140
3) Les exceptions au caractère contractuel de l'emprunt	142
<i>C - Les limites du crédit public</i>	143
1) Les limites budgétaires et économiques	143
2) Les limites politiques européennes	143
<i>a) Le Traité sur l'Union européenne</i>	143
<i>b) Le six pack et le two pack</i>	144
<i>c) Le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire</i>	145
3) Les ripostes européennes aux crises	146
<i>a) La crise financière de 2008</i>	146
<i>b) La crise sanitaire de 2020</i>	147

PARTIE 5

L'exécution de la loi de finances

Chapitre 13 La séparation des ordonnateurs et des comptables 153

1 Les agents d'exécution du budget	153
<i>A - Les ordonnateurs</i>	154
1) Les différentes catégories d'ordonnateurs	154
<i>a) Les ordonnateurs principaux</i>	154
<i>b) Les ordonnateurs secondaires</i>	154
<i>c) Les ordonnateurs délégués</i>	154
2) La responsabilité des ordonnateurs	155
<i>a) La responsabilité des ordonnateurs principaux</i>	155
<i>b) La responsabilité des autres ordonnateurs</i>	155
<i>B - Les comptables</i>	156
1) Les différentes catégories de comptables	156
<i>a) Les comptables directs du Trésor</i>	156
<i>b) Les autres catégories de comptables</i>	157
2) La responsabilité des comptables	158
<i>a) La portée de la responsabilité</i>	158
<i>b) L'engagement de la responsabilité pécuniaire</i>	159
<i>c) Les atténuations de responsabilité</i>	161

2 Les opérations d'exécution	162
<i>A - L'exécution des dépenses</i>	162
1) Les opérations administratives de l'ordonnateur	162
<i>a) L'engagement</i>	163
<i>b) La liquidation</i>	163
<i>c) L'ordonnancement</i>	163
<i>d) La prescription quadriennale des dettes de l'État</i>	163
2) Les opérations du comptable	164
<i>B - Les opérations d'exécution des recettes</i>	165
1) Le recouvrement des impôts directs	165
<i>a) Les opérations administratives</i>	165
<i>b) Les opérations comptables</i>	165
2) Le recouvrement des impôts indirects	165
3) Le recouvrement des autres recettes	166
4) Les exceptions au recouvrement	166

Chapitre 14 Les aménagements à la séparation des ordonnateurs et des comptables 169

1 Les régies	169
<i>A - L'organisation des régies</i>	170
1) La création des régies	170
2) La nomination des régisseurs	170
<i>B - Le fonctionnement des régies</i>	171
1) Les régies de recettes	171
<i>a) La nature des recettes</i>	171
<i>b) Les obligations du régisseur</i>	171
2) Les régies d'avances	171
<i>a) La nature des dépenses</i>	171
<i>b) Les opérations du régisseur</i>	172
2 Le contrôle des régies	172
<i>A - Les contrôles internes</i>	172
1) Par le comptable assignataire	172
2) Par les autres autorités de contrôle	173
<i>B - La responsabilité des régisseurs</i>	173

Chapitre 15 La sanction à la séparation des ordonnateurs et des comptables 175

1 La gestion de fait	175
<i>A - La définition légale de la gestion de fait</i>	175
1) L'ingérence dans le recouvrement de recettes	175
2) Le maniement de fonds irrégulièrement extraits d'une caisse publique	176
<i>B - Les comptables de fait</i>	177
1) Les personnes physiques	177
2) Les personnes morales	179

2 Les conséquences de la gestion de fait	179
A - Les obligations du comptable de fait	180
1) La reddition des comptes	180
2) L'apurement du débit	180
B - Les sanctions encourues par le comptable de fait	182
1) Les amendes	182
2) Les autres sanctions	184

PARTIE 6

Le contrôle de l'exécution de la loi de finances

Chapitre 16 Les contrôles internes 189

1 Les contrôles sur les ordonnateurs	189
A - Le contrôleur financier	189
1) La nomination du contrôleur financier	189
a) Le contrôle budgétaire et comptable ministériel	189
b) Le contrôle financier déconcentré	190
2) Les missions du contrôleur financier	190
a) La mission générale	190
b) La programmation de l'exécution budgétaire	190
c) Le suivi de l'exécution budgétaire	191
3) Les moyens du contrôleur financier	191
a) Le visa et l'avis préalable	191
b) Le contrôle a posteriori	192
B - Le comptable	192
1) Le contrôle de la régularité budgétaire	192
2) Le refus de paiement et la réquisition	193
2 Les contrôles sur les comptables	193
A - L'Inspection générale des finances	194
1) L'organisation de l'Inspection générale des finances	194
2) Les missions de l'Inspection générale des finances	194
a) Le contrôle des comptables publics	194
b) Le contrôle des ordonnateurs secondaires	195
c) Le contrôle des organismes bénéficiant d'avantages financiers	195
d) Le contrôle d'autres organismes	196
e) Les fonctions de conseil	196
B - Le contrôle du directeur départemental des Finances publiques	196
1) Le contrôle des comptables publics	196
2) Le contrôle des organismes subventionnés	196

1 La Cour des comptes	199
A - <i>L'organisation de la Cour des comptes</i>	199
1) La composition de la Cour	199
a) <i>Les magistrats du siège</i>	200
b) <i>Le Ministère public</i>	202
c) <i>Les autres personnels</i>	202
2) Le fonctionnement de la Cour	203
a) <i>Les chambres</i>	203
b) <i>Les formations spéciales</i>	203
B - <i>Les attributions juridictionnelles de la Cour des comptes</i>	204
1) La Cour des comptes, juge des comptes des comptables publics	204
a) <i>La reddition des comptes</i>	204
b) <i>La procédure de jugement des comptes</i>	205
c) <i>Le jugement des comptes</i>	206
d) <i>Les voies de recours</i>	207
2) La Cour des comptes, juge d'appel	208
a) <i>La procédure d'appel</i>	208
b) <i>L'examen de l'appel</i>	208
C - <i>Les contrôles de gestion réalisés par la Cour</i>	208
1) Le contrôle de la gestion des ordonnateurs	208
a) <i>La nature du contrôle</i>	208
b) <i>La portée du contrôle</i>	209
2) Le contrôle des comptes et de la gestion des entreprises publiques	209
a) <i>Les entreprises concernées</i>	209
b) <i>L'exercice du contrôle</i>	210
3) Le contrôle des organismes de Sécurité sociale	210
a) <i>Les organismes soumis à contrôle</i>	210
b) <i>La particularité du contrôle</i>	210
4) Les autres contrôles par la Cour	211
D - <i>Le rôle d'assistance et d'information de la Cour</i>	212
1) L'assistance apportée au gouvernement et au Parlement	212
a) <i>L'assistance au gouvernement</i>	212
b) <i>L'assistance conjointe au gouvernement et au Parlement</i>	213
c) <i>L'assistance et l'information apportées au Parlement</i>	214
2) L'assistance au Défenseur des droits	215
3) L'information des administrés	215
a) <i>Le rapport public</i>	215
b) <i>Les rapports publics particuliers thématiques</i>	216
2 La Cour de discipline budgétaire et financière	217
A - <i>L'organisation de la Cour</i>	218
1) Les membres de la Cour	218
2) Les rapporteurs	218

<i>B - La saisine de la Cour</i>	218
1) Le délai de saisine	218
2) Les autorités compétentes	218
<i>C - La compétence de la Cour</i>	219
1) Les autorités insusceptibles d'être jugées	219
a) <i>L'immunité juridictionnelle liée à l'exercice des fonctions</i>	219
b) <i>Les limites de l'immunité juridictionnelle</i>	219
2) Les personnes justiciables de la Cour	220
<i>D - Les infractions sanctionnées</i>	220
1) Les infractions à la réglementation financière	220
2) L'octroi d'avantages injustifiés	221
3) Les infractions au respect de la chose jugée	222
<i>E - La procédure et les sanctions</i>	222
1) La procédure	222
2) Les sanctions	223

Chapitre 18 Les contrôles politiques 227

1 Les contrôles en cours d'exécution	227
<i>A - L'information des commissions des finances</i>	227
1) Les rapporteurs budgétaires	227
2) La commission des finances	228
<i>B - L'information des parlementaires</i>	228
2 Le contrôle après exécution	229
<i>A - La loi de règlement</i>	229
1) L'objet de la loi de règlement	230
2) Les documents d'accompagnement du projet de loi	230
a) <i>Les rapports annuels de performance</i>	230
b) <i>Les annexes explicatives</i>	231
c) <i>Les documents annexes</i>	231
d) <i>Le rapport de la Cour des comptes</i>	231
e) <i>La certification des comptes</i>	231
<i>B - Le régime juridique de la loi de règlement</i>	232
1) Les délais	232
a) <i>Le délai de distribution</i>	232
b) <i>Les délais d'adoption</i>	232
2) La procédure d'adoption	232
3) La portée du contrôle de constitutionnalité	233

PARTIE 7

Le budget social de la Nation

Chapitre 19	La loi de financement de la Sécurité sociale	237
1	Le régime juridique de la loi de financement	237
	<i>A - Le contenu de la loi de financement</i>	<i>238</i>
	<i>B - La procédure d'adoption de la loi de financement</i>	<i>239</i>
	1) La présentation de la loi de financement	239
	a) <i>Les documents d'accompagnement de la loi de financement</i>	<i>239</i>
	b) <i>Le débat sur les orientations des finances sociales</i>	<i>240</i>
	c) <i>Les délais de présentation</i>	<i>240</i>
	2) La procédure de vote de la loi de financement	240
	3) Le contrôle a posteriori	242
2	La structure de la loi de financement	242
	<i>A - Les ressources sociales</i>	<i>243</i>
	1) Les cotisations	243
	2) Les cotisations prises en charge par l'État	243
	3) Les impôts et taxes affectés	243
	4) Les recettes de transferts et les autres ressources	244
	<i>B - Les dépenses sociales</i>	<i>244</i>
	1) Les objectifs de dépenses par branche	244
	2) L'objectif national de dépenses d'assurance-maladie	245
Bibliographie		247
Index		249

